

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES FINANCES
DIRECTION DU BUDGET

EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI
DE REGLEMENT DU BUDGET DE L'ETAT
GESTION 1982/1983

Le projet de loi de règlement 1982/1983 soumis à votre examen rend compte de l'exécution de la loi de finances n° 82-08 du 30 juin 1982 portant loi de Finances pour l'année 1982/1983. Celle-ci arrêta les opérations financières de l'Etat comme suit :

Recettes ordinaires	:	151 373 750 000
Recettes extraordinaires	:	23 000 000 000
Autres (comptes spéciaux du Trésor)	:	55 834 000 000

TOTAL	:	230 207 750 000
-------	---	-----------------

Dépenses ordinaires	:	151 373 750 000
Dépenses extraordinaires	:	23 000 000 000
Autres dépenses	:	55 834 000 000

TOTAL	:	230 207 750 000
-------	---	-----------------

Afin de bien retracer les résultats nés de l'exécution de cette loi de finances, nous aborderons son étude conformément au plan suivant :

- 1 - Les conditions d'exécutions du budget général
- 2 - L'équilibre financier et comptable du budget

I LES CONDITIONS D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL

L'exécution du budget général a donné les résultats suivants :

- Budget de fonctionnement	:	excédent	:	2 889 518 193 frs
- Budget d'équipement	:	Déficit	:	8 862 056 946 frs
d'où, il se dégage sur l'ensemble un déficit de	:		:	5 972 338 753 frs

A/ Exécution des recettes

1) Les recettes ordinaires

Elles ont été arrêtées par la loi de Finances à 151 373 750 000 frs
Les réalisations se sont chiffrées en fin de gestion à 162 776 337 990 frs
Il se dégage donc un excédent des réalisations sur les prévisions de
11 402 586 990 frs

.../...

2) Les recettes extraordinaires

Sur des prévisions de 23 000 000 000 frs, les recettes extraordinaires ont été recouvrées à hauteur de 4 395 157 380 frs ; soit un déficit de 18.604 842 620 frs CFA.

Aussi, dans l'ensemble, sur des prévisions de 174 373 750 000 frs, on constate que les recouvrements des recettes (ordinaires et extraordinaires) se sont élevés à 167 171 495 370 frs soit un déficit des réalisations sur les prévisions de 7 202 254 630 frs.

B/ Exécution des dépenses

1) Dépenses ordinaires

La loi de Finances avait prévu 151 373 750 000 frs de dépenses ordinaires ; les réalisations en fin de gestion se sont chiffrées à 159 886 619 797 frs soit un dépassement de 8 512 869 797 francs.

2) dépenses d'équipement

Elles étaient de 23 000 000 000 de francs en prévision ; leur réalisation se situe à 13 257 214 326 soit un disponible de 9 742 785 674 francs.

Ainsi sur des prévisions budgétaires totales de 174 373 750 000 frs les dépenses se sont chiffrées à 171 143 834 123 francs soit un disponible de 1 229 915 877 francs.

C/ Exécution des budgets de fonctionnement et d'équipement

1) L'exécution du budget de fonctionnement se présente comme suit :

- Recettes : 162 776 337 990
- Dépenses : 159 886 619 797

ce qui entraîne un excédent des recettes sur les dépenses de 2 889 518 193 frs

2) L'exécution du budget d'équipement se présente comme suit :

- Recettes : 4 395 157 380
- Dépenses : 13 257 214 326

ce qui fait ressortir un déficit des recettes sur les dépenses de 8 862 056 946 frs
Sur l'ensemble, il se dégage donc un déficit de 5 972 538 753 frs

II EQUILIBRE FINANCIER ET COMPTABLE DU BUDGET

A/ Affectation du résultat issu de l'exécution du budget général

Il ressort, comme précédemment mentionné, l'exécution des budgets de fonctionnement et d'équipement, un déficit des recettes sur les dépenses de 5 972 338 753 francs.

Aussi, l'article 1er du projet de loi de règlement constate ce déficit alors que l'article 2 propose son transfert au compte permanent des découverts du trésor.

B) Régularisation des dépenses effectuées en dépassement
de crédit et ajustement des prévisions aux réalisations

Les dépassements de crédits s'élèvent à	17 523 307 520
et les disponibles à	9 010 437 723

Pour les régularisations et réajustements qu'appellent ces résultats, le présent projet prévoit :

a) en son article 3, l'ouverture de crédits de régularisation pour un montant de 17 523 307 000.

b) en son article 4, l'annulation des crédits pour un montant de 9 010 437 723 (crédits non engagés à la fin de la gestion).

C) Compte spéciaux de trésor

A l'issue des opérations sur ces comptes, les dispositions suivantes sont proposées.

Article 5 : Il est prévu la régularisation d'un découvert de treize milliards cinq cents quarante huit millions vingt neuf mille ^{cent} cinquante (13 548 029 150) francs au niveau des comptes ci-après :

- 4 comptes d'affectation spéciale
- 1 compte de commerce
- 1 compte d'opération monétaires
- 2 comptes d'avance.

Article 6 : sont constatés les profits résultant de l'exécution des comptes spéciaux du trésor d'un montant de vingt six millions sept cents quarante deux mille neuf cents huit francs CFA (26 742 908) francs.

Article 7 : Le solde créditeur d'un montant de 26 742 908 frs a été transféré pour régularisation au compte permanent des découverts du trésor.

D) comptes de trésorerie

Article 8 : Sont constatés les résultats de l'exécution des opérations de trésorerie ci-dessous :

- Pertes d'un montant de 239 365 378

Article 9 : Le solde débiteur d'un montant de 239 315 378 francs a été transféré au compte permanent des découverts du trésor.

Telle est l'économie du projet de loi de règlement pour la gestion 1982/1983, qui est soumis à votre attention.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

VIII^e LEGISLATURE

—

DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ANNEE 1995

R A P P O R T

fait au nom de

la Commission des Finances, de l'Economie et du Plan

SUR

le projet de loi n° 22/95 portant Règlement du Budget
pour la Gestion 1982-1983.

PAR

Coumba Ndoffène Bouna DIOUF

RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Mes Chers Collègues,

La commission des Finances, de l'Economie et du Plan s'est réunie le Mercredi 25 Octobre 1995 sous la présidence de Monsieur Moussa NDOYE, Vice-Président de ladite commission, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 22/95 portant règlement du budget 1982-1983.

Le Gouvernement était représenté par Messieurs Mamadou Lamine LOUM et Khalifa Ababacar SALL, respectivement Ministre délégué chargé du Budget et Ministre chargé des Relations avec les Assemblées, entourés de leurs principaux collaborateurs.

Dans son exposé liminaire, le Ministre délégué chargé du Budget dira que le projet de loi de règlement rend compte de l'exécution de la loi de finances n° 82-08 du 30 Juin 1982 portant loi de finances pour l'année 1982-1983 qui arrêtaient les opérations financières comme suit :

Recettes ordinaires.....	151 373 750 000
Recettes extraordinaires.....	23 000 000 000
Autres (Comptes Spéciaux du Trésor).....	55 834 000 000

TOTAL :	230 207 750 000
---------	-----------------

Dépenses ordinaires.....	151 373 750 000
Dépenses extraordinaires.....	23 000 000 000
Autres dépenses.....	55 834 000 000

TOTAL :	230 207 750 000
---------	-----------------

Ensuite le Ministre a retracé les résultats de l'exécution de la loi.

.../...

A/ EXECUTION DU BUDGET GENERAL

L'exécution du budget général fait apparaître un déficit de 5.972.338.753. Ce qui s'explique ainsi :

Budget de Fonctionnement	: Excédent	2.889.518.193
Budget d'Equipement	: Déficit.....	8.862.056.946
d'où un déficit global de	:	5.972.338.753

a) Exécution des Recettes

A propos des recettes ordinaires, le Ministre fera remarquer que les prévisions étaient de 151.373.750.000 alors que les réalisations étaient de 162.776.337.990 d'où (il se dégage) un excédent des réalisations sur les prévisions de 11.402.586.990.

S'agissant des recettes extraordinaires, le Ministre fera remarquer que c'est un déficit qui a été constaté dans leur exécution. En effet, sur des prévisions de 23.000.000.000, les recettes recouvrées sont de 4.395.157.380 soit un déficit de 18.604.842.620.

En conclusion sur l'exécution des recettes, le Ministre dira que sur des prévisions de 174.753.750.000, les recettes recouvrées (ordinaires et extraordinaires) se sont élevées à 167.171.495.370 soit un déficit des réalisations sur les prévisions de 7.202.254.630.

b) Exécution des Dépenses

Abordant l'exécution des dépenses ordinaires, le Ministre a indiqué que les prévisions étaient de 151.373.750.000 et les réalisations de 159.886.619.797 soit un dépassement de 8.512.869.797.

S'agissant des dépenses d'Equipement, le Ministre a fait remarquer que sur des prévisions de 23.000.000.000, seules des réalisations d'un montant de 13.257.214.326 ont été effectuées, ce qui laisse apparaître un disponible de 9.742.785.674 francs.

En résumé sur l'exécution des dépenses, le Ministre dira que sur des prévisions budgétaires totales de 174.373.750.000, les
.../...

dépenses réalisées se sont chiffrées à 171.143.834.123 francs, soit un disponible de 1.229.915.877 francs.

c) Exécution des budgets de Fonctionnement et d'Equipement

Rendant compte de l'exécution réelle du budget 1982-1983, le Ministre a fait la présentation suivante :

L'exécution du budget de Fonctionnement se présente comme suit :

Recettes.....	162.776.337.990
Dépenses.....	159.886.619.797
ce qui entraîne un excédent de recettes de...	2.889.518.193

L'exécution du budget d'Equipement se présente comme suit :

Recettes.....	4.395.157.380
Dépenses.....	13.257.214.326
ce qui fait ressortir un déficit de recettes sur les dépenses de.....	8.862.656.946

L'exécution globale des budgets de Fonctionnement et d'Equipement dégage alors un déficit de 5.972.538.753.

B/ EQUILIBRE FINANCIER ET COMPTABLE DU BUDGET

a) Affectation du résultat issu de l'exécution du Budget général

S'agissant de l'affectation du résultat issu de l'exécution du budget Général et qui se chiffre à 5.972.338.753 francs, le Ministre dira que l'article 1er du projet de loi de Règlement constate ce déficit, alors que l'article 2 propose son transfert au compte permanent des découverts du Trésor.

.../...

b) Régularisation des dépenses effectuées en dépassement de crédit et ajustement des prévisions aux réalisations

Le Ministre, parlant de la régularisation des dépenses effectuées en dépassement de crédits et ajustement des prévisions aux réalisations, fera d'abord constater les dépassements de crédits chiffrés à 17.523.307.520 et les disponibles à 9.010.437.723 avant de dire que les régularisations et réajustements qu'appellent ces résultats sont prévus à l'article 3 de la présente loi de règlement qui prévoit l'ouverture de crédits de régularisation pour un montant de 17.523.307.000 et à l'article 4 qui prévoit l'annulation des crédits pour un montant de 9.010.437.723 (crédits non engagés à la fin de la gestion).

c) Comptes Spéciaux du Trésor

Parlant des comptes spéciaux du Trésor, le Ministre dira que les propositions suivantes ont été faites :

ARTICLE 5 : Il est prévu la régularisation d'un découvert de treize milliards cinq cent quarante huit millions vingt neuf mille cent cinquante (13.548.029.150) francs au niveau des comptes ci-après.

- 4 comptes d'affectation spéciale
- 1 compte de commerce
- 1 compte d'opérations monétaires
- 2 comptes d'avance

ARTICLE 6 : Sont constatés les profits résultant de l'exécution des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de vingt six millions sept cent quarante deux mille neuf cent huit francs CFA (26.742.908) francs.

ARTICLE 7 : Le solde créditeur d'un montant de 26.742.908 a été transféré pour régularisation au compte permanent des découverts du Trésor.

.../...

Par rapport au retard constaté dans le dépôt des lois de règlement, vos commissaires ont demandé au Ministre chargé du Budget les délais prévus pour soumettre au Conseil d'Etat le projet de loi de règlement.

Le Ministre chargé des Finances tient-il compte des observations du Conseil d'Etat, se sont demandé vos commissaires ?

Si oui, comment celui-ci en est-il informé ?

Comment l'Assemblée Nationale est-elle informée de la manière dont le Ministère des Finances tient compte des observations adressées par le Conseil d'Etat ?

Des commissaires se sont inquiétés des dépassements constatés sur les dépenses de personnel et ont demandé des explications.

Le Conseil d'Etat, ayant souligné que l'on a enfreint la procédure en matière d'exécution des dépenses publiques, vos commissaires ont demandé au Ministre ce que prévoit la loi en pareil cas, les responsabilités sont-elles situées ?

A la suite de vos commissaires, le Ministre délégué chargé du Budget a repris la parole pour apporter les précisions ci-dessous.

S'agissant des dépassements, le Ministre soulignera que cette période a coïncidé avec celle durant laquelle le gouvernement avait entamé avec la Banque Mondiale un programme d'ajustement structurel et le Sénégal est resté deux (2) ans sans assistance extérieure.

Il aura fallu, ajoutera le Ministre, attendre l'année 1983 pour que les bailleurs de fonds interviennent pour accompagner les déficits structurels.

A la question pourquoi une loi de Règlement, le Ministre délégué chargé du Budget dira que c'est pour respecter le parallélisme des formes car l'Assemblée Nationale a autorisé les pouvoirs
.../...

d) Compte de Trésorerie

ARTICLE 8 : Sont constatés les résultats de l'exécution des opérations de trésorerie ci-dessous.

- perte d'un montant de 239.365.378

ARTICLE 9 : Le solde débiteur d'un montant de 239.315.378 francs a été transféré au compte permanent des découverts du Trésor.

A la suite du Ministre, vos commissaires ont interpellé ce dernier, les uns pour faire des recommandations, les autres pour poser des questions.

Vos commissaires ont appelé la vigilance des services du Ministère chargé des Finances afin d'éviter les dépassements dont certains sont nés de la non application des dispositions pertinentes du décret 64.400 du 4 Juin 1964 qui prévoient que "Aucune dépense quelle que soit l'autorité qui la propose à l'engagement, ne peut recevoir un début d'exécution sans que le créancier éventuel de l'Etat ait reçu confirmation de sa régularité et de sa prise en charge dans la comptabilité de l'ordonnateur".

Cette confirmation et cette prise en charge, ayant pour objet de satisfaire entre autres règles celle qui consiste à n'engager les finances publiques que dans la limite des autorisations données par les lois de finances.

Des commissaires, vu que la loi de règlement fait intervenir dans le processus le Conseil d'Etat, ont suggéré la création d'inter-commission Finances-Lois au cours de laquelle le Ministre de la Justice serait présent.

Des commissaires sont encore revenus sur une de leurs anciennes doléances à savoir doter l'Assemblée Nationale d'expertises nécessaires pour permettre un contrôle effectif du budget et une meilleure appréciation des projets de loi avant vote.

.../...

publics à fonctionner, il est normal en retour, que l'exécutif rende compte de l'exécution.

Le Ministre dira, il y a des dépenses que le Gouvernement ne saurait, compte tenu de la réglementation, suspendre pour des raisons de crédits qui n'existent pas, parce que la loi lui enjoint de les payer comme dépenses obligatoires.

Les crédits devant couvrir ces dépenses obligatoires sont appelés crédits évaluatifs. Tout dépassement constaté au niveau des dépenses à crédits évaluatifs est régulier.

S'agissant des dépassements au niveau du personnel, le Ministre dira que l'explication est due au fait que les crédits des dépenses de personnel sont évaluatifs, que ce type de dépenses a connu dans le passé un problème de maîtrise mais qu'actuellement elles sont bien maîtrisées et que les dépenses sont contenues dans les crédits alloués compte tenu de ce que leur enveloppe représente un critère de performance.

S'agissant des conclusions du Conseil d'Etat qui estime que les dépassements sont irréguliers, le Ministre chargé du Budget estime quant à lui, que c'est régulier puisque c'est une procédure autorisée par la loi, par le biais des crédits évaluatifs et limitatifs; d'ailleurs poursuivra le Ministre, le texte régissant la loi de Règlement permet la régularisation de ce dépassement, c'est son rôle, ajoutera le Ministre.

S'agissant de la vigilance des services du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, le Ministre dira que les crédits sont gérés par un système informatique qui ne permet pas d'effectuer des dépenses au-delà des crédits à chapitre limitatif.

S'agissant de la nécessité de doter l'Assemblée Nationale d'experts, le Ministre dira que le Gouvernement ne peut que partager tout souci de renforcement des capacités de contrôle des parlementaires.

.../...

Concernant le délai imparti au gouvernement pour déposer son rapport au Conseil d'Etat, le Ministre informera vos commissaires sur l'inexistence d'un délai précis, mais indirectement, par le biais du délai de dépôt du compte de Gestion du Trésorier Général au juge des comptes, on peut estimer que le délai minimum se situerait dans la deuxième année suivant celle de la clôture du budget.

Concernant les relations entre le Ministère des Finances et le Conseil d'Etat, le Ministre dira qu'il y a deux sortes de relations :

- Le Ministre de l'Economie et des Finances ou ses ordonnateurs délégués n'ont pas de relations avec le Conseil d'Etat.

- Il est passible de la Cour de discipline budgétaire sauf quand il s'immisce dans les opérations comptables.

Ce sont le Trésorier général et tous les comptables des administrations financières qui sont justiciables de la section des Comptes du Conseil d'Etat.

S'agissant des observations du Conseil d'Etat, le Ministre dira que le Conseil d'Etat dresse un rapport sur la loi de Règlement qui est exploité par le ministère des Finances en tenant compte des observations par la confection des mémoires ou la correction des errements.

Dans son rôle de juge des comptables, il tient compte dûment des observations du Conseil d'Etat, il est même fait rapport au Président de la République.

Les observations servent de doctrine pour l'avenir, car le Conseil peut adresser des injonctions aux comptables et engager leur responsabilité.

A la suite du Ministre, un commissaire a repris la parole pour demander la durée du mandat du Trésorier général.

.../...

En réponse, le Ministre dira que le Trésorier général n'a pas de mandat, c'est un fonctionnaire soumis au pouvoir hiérarchique mais non soumis au pouvoir fonctionnel c'est-à-dire que dans l'exercice de ses fonctions, c'est un homme libre qui a le pouvoir de s'opposer à tous ordres jugés irréguliers.

Satisfaits des explications et réponses du Ministre délégué chargé du Budget, vos commissaires ont adopté à la majorité le projet de loi 22/95 portant Règlement du budget de la Gestion 1982-1983 et vous demandent d'en faire autant s'il n'appelle aucune observation de votre part.

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du
Mardi 07 Novembre 1995, la loi dont la teneur suit :

I - Dispositions relatives à l'arrêté des comptes à la
détermination et à l'affectation du résultat de la gestion

ARTICLE PREMIER : Le compte définitif du budget général de la gestion
1982/1983 est arrêté comme suit :

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

- Recettes -----	162.776.337.990
- Dépenses -----	159.886.619.797
Excédent des recettes sur les dépenses -----	2.889.518.193

BUDGET D'EQUIPEMENT

- Recettes -----	4.395.157.380
- Dépenses -----	13.257.214.326
Excédent des dépenses sur les recettes -----	8.862.056.946

E N S E M B L E

- Recettes : 162.776.338.990 + 4.395.157.380 =	167.171.495.370
- Dépenses : 159.886.619.797 + 13.257.214.326 =	173.143.834.123
Excédent des dépenses sur les recettes	5.972.538.753

ARTICLE 2 : Est autorisé le transfert au compte permanent des découverts
du Trésor de l'excédent des dépenses sur les recettes arrêté à CINQ

MILLIARDS NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLIONS CINQ CENT TRENTE HUIT MILLE
SEPT CENT CINQUANTE TROIS FRANCS (5.972.538.753).

II - Dispositions relatives à l'ajustement des prévisions aux
réalisations

A) BUDGET DE FONCTIONNEMENT

.../...

ARTICLE 3 : Sont ouverts au titre des dépenses ordinaires des crédits de régularisation d'un montant de DIX SEPT MILLIARDS CINQ CENT VINGT TROIS MILLIONS TROIS CENT SEPT MILLE CINQ CENT VINGT FRANCS (17.523.307.520) répartis comme suit :

CHAPITRE 120 : Dette viagère -----	5.451.240
- <u>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u>	
CHAPITRE 212 : Dépenses de matériel -----	346.454.707
" 213 : Dépenses d'entretien -----	22.995.168
" 215 : Dépenses diverses -----	84.765.975
" 216 : Dépenses spéciales -----	600.000.000
- <u>ASSEMBLEE NATIONALE</u>	
CHAPITRE 221 : Dépenses de personnel -----	1.284.403.503
" 222 : Dépenses de matériel -----	241.000.000
- <u>CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</u>	
CHAPITRE 231 : Dépenses de personnel -----	51.873.390
- <u>COUR SUPREME</u>	
CHAPITRE 241 : Dépenses de Personnel -----	32.770.480
" 242 : Dépenses de matériel -----	8.119.209
" 245 : Dépenses diverses -----	39.549.800
- <u>PRIMATURE</u>	
CHAPITRE 301 : Dépenses de personnel -----	92.656.735
" 302 : Dépenses de matériel -----	111.302.581
- <u>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</u>	
CHAPITRE 311 : Dépenses de Personnel -----	2.267.013.421
- <u>MINISTERE DES FORCES ARMEES</u>	
CHAPITRE 321 : Dépenses de personnel -----	3.754.806.856
" 322 : Dépenses de matériel -----	1.121.152.395
- <u>MINISTERE DE L'INTERIEUR</u>	
CHAPITRE 332 : Dépenses de matériel -----	231.812.149

.../...

-	<u>MINISTERE DE LA JUSTICE</u>	
	CHAPITRE 341 : Dépenses de Personnel -----	36.886.755
	" 342 : Dépenses de Matériel -----	29.410.857
-	<u>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL</u>	
	CHAPITRE 351 : Dépenses de Personnel -----	82.092.718
-	<u>MINISTERE DE L'INFORMATION ET DES TELECOMMUNICATIONS</u>	
	CHAPITRE 371 : Dépenses de Personnel -----	17.408.779
	" 372 : Dépenses de Matériel -----	336.593.948
-	<u>MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION</u>	
	CHAPITRE 401 : Dépenses de Personnel -----	130.761.452
-	<u>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT</u>	
	CHAPITRE 411 : Dépenses de Personnel -----	224.503.632
	" 412 : Dépenses de Matériel -----	44.804.714
	" 414 : Dépenses de transfert -----	40.000.000
-	<u>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</u>	
	CHAPITRE 422 : Dépenses de Matériel -----	18.814.501
	" 424 : Dépenses de transfert -----	1.201.500.000
-	<u>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</u>	
	CHAPITRE 435 : Dépenses diverses -----	44.781.110
-	<u>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE L'ARTISANAT</u>	
	CHAPITRE 441 : Dépenses de Personnel -----	2.444.893
	" 444 : Dépenses de transfert -----	40.000.000
-	<u>MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'ENVIRONNEMENT</u>	
	CHAPITRE 462 : Dépenses de Matériel -----	445.430.998
-	<u>MINISTERE DU COMMERCE</u>	
	CHAPITRE 481 : Dépenses de Personnel -----	852.890
	" 482 : Dépenses de Matériel -----	11.165.383
	" 484 : Dépenses de transfert -----	188.000.000

.../...

<u>- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</u>		
CHAPITRE 501 : Dépenses de Personnel -----		1.207.300.708
" 502 : Dépenses de Matériel -----		66.790.334
" 504 : Dépenses de transfert -----		81.470.138
 <u>- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</u> <u>ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</u>		
CHAPITRE 514 : Dépenses de transfert -----		408.683.895
 <u>- SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS</u>		
CHAPITRE 522 : Dépenses de Matériel -----		106.376.668
" 525 : Dépenses diverses -----		3.549.836
 <u>- MINISTERE DE LA CULTURE</u>		
CHAPITRE 531 : Dépenses de personnel -----		1.855.252
 <u>- MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE</u>		
CHAPITRE 571 : Dépenses de Personnel		90.120.907
 <u>- DEPENSES COMMUNES :</u>		
CHAPITRE 601 : Dépenses communes de Personnel		2.007.821.269
" 602 : Dépenses communes de Matériel		105.060.529
" 604 : Dépenses de transfert -----		162.717.745
Total -----		<u>17.523.307.520</u>

ARTICLE 4 : Sur les crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires, est annulé le montant de NEUF MILLIARDS DIX MILLIONS QUATRE CENT TRENTE SEPT MILLE SEPT CENT VINGT TROIS FRANCS (9.010.437.723) ainsi répartis :

<u>- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u>		
CHAPITRE 211 : Dépenses de Personnel -----		25.045.290
 <u>- CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</u>		
CHAPITRE 232 : Dépenses de matériel -----		15.704.698
 <u>- PRIMATURE</u>		
CHAPITRE 303 : Dépenses d'Entretien -----		15.798.384
" 304 : Dépenses de transfert -----		919.750

.../...

-	<u>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</u>	
	CHAPITRE 312 : Dépenses de Matériel -----	510.412.962
	313 : Dépenses d'Entretien -----	18.845.432
	314 : Dépenses de Transfert -----	621.423.310
	315 : Dépenses Diverses -----	56.651.043
-	<u>MINISTERE DES FORCES ARMEES</u>	
	CHAPITRE 323 : Dépenses d'Entretien -----	111.378.981
	324 : Dépenses de Transfert -----	38.630.088
-	<u>MINISTRE DE L'INTERIEUR</u>	
	CHAPITRE 331 : Dépenses de Personnel -----	1.513.552.038
	335 : Dépenses diverses -----	40.728.958
-	<u>MINISTERE DE LA JUSTICE</u>	
	CHAPITRE 343 : Dépenses d'Entretien -----	8.511.648
	344 : Dépenses de Transfert -----	13.727
	345 : Dépenses diverses -----	8.387.066
-	<u>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE</u> <u>DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL</u>	
	CHAPITRE 352 : Dépenses de Matériel -----	3.119.527
	355 : Dépenses diverses -----	765.025
-	<u>MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION</u>	
	CHAPITRE 402 : Dépenses de Matériel -----	13.434.784
-	<u>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT</u>	
	CHAPITRE 413 : Dépenses d'Entretien -----	20.002.840
-	<u>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</u>	
	CHAPITRE 421 : Dépenses de Personnel -----	276.695.242
	425 : Dépenses diverses -----	137.000.000
-	<u>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</u>	
	CHAPITRE 431 : Dépenses de Personnel -----	387.457.990
	432 : Dépenses de Matériel -----	130.579.732

.../...

-	<u>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE L'ARTISANAT</u>	
	CHAPITRE 442 : Dépenses de matériel -----	8.993.687
-	<u>MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE</u>	
	CHAPITRE 451 : Dépenses de Personnel -----	378.256.980
	" 452 : Dépenses de Matériel -----	18.309.601
	" 454 : Dépenses de transfert -----	7.682.388
-	<u>MINISTERE DE L'URBANISME, DE</u> <u>L'HABITAT ET DE L'ENVIRONNEMENT</u>	
	CHAPITRE 461 : Dépenses de Personnel -----	11.147.122
-	<u>SECRETARIAT D'ETAT AUX EAUX ET FORETS</u>	
	CHAPITRE 471 : Dépenses de personnel -----	10.489.581
	" 472 : Dépenses de Matériel -----	34.360.751
-	<u>SECRETARIAT D'ETAT A LA PECHE MARITIME</u>	
	CHAPITRE 491 : Dépenses de Personnel -----	33.945.843
	" 494 : Dépenses de transfert -----	866.532
-	<u>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</u> <u>ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</u>	
	CHAPITRE 511 : Dépenses de Personnel -----	226.074.980
	" 512 : Dépenses de Matériel -----	14.142.288
-	<u>SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS</u>	
	CHAPITRE 521 : Dépenses de Personnel -----	135.273.647
	" 523 : Dépenses d'Entretien -----	3.473.654
	" 524 : Dépenses de transfert -----	1.911.280
-	<u>MINISTERE DE LA CULTURE</u>	
	CHAPITRE 532 : Dépenses de Matériel -----	8.043.316
	" 534 : Dépenses de transfert -----	54.382.015
-	<u>MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE</u>	
	CHAPITRE 541 : Dépenses de Personnel -----	108.144.951
	" 542 : Dépenses du Matériel -----	20.605.097
	" 543 : Dépenses d'Entretien -----	15.094.956

.../...

<u>- SECRETARIAT D'ETAT A LA PROMOTION HUMAINE</u>		
CHAPITRE 551 : Dépenses de personnel -----		273.249.369
" 552 : Dépenses de Matériel -----		51.441.722
" 554 : Dépenses de transfert -----		85.562.603
<u>- SECRETARIAT D'ETAT AU TOURISME</u>		
CHAPITRE 561 : Dépenses de Personnel -----		78.386.773
" 562 : Dépenses de Matériel -----		58.225.867
" 564 : Dépenses de transfert -----		15.935.000
<u>- MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE</u>		
CHAPITRE 572 : Dépenses de Matériel -----		18.319.022
" 574 : Dépenses de transfert -----		6.383.710
<u>- SECRETARIAT D'ETAT A LA RECHERCHE</u>		
<u>SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE</u>		
CHAPITRE 581 : Dépenses de Personnel -----		13.882.528
" 582 : Dépenses de Matériel -----		6.424.152
<u>- DEPENSES COMMUNES</u>		
CHAPITRE 603 : Dépenses communes d'Entretien		375.570.060
" 605 : Dépenses communes diverses --		2.949.553.988
Total -----		9.010.437.723

R) COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ARTICLE 5 : Sont autorisés pour régularisation, les découverts ci-après :

COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

COMPTE 30.05 : Caisse autonome d'amortissement --	9.062.235.805
COMPTE 30.07 : Fonds d'Equipe-ment des Collecti- vités locales -----	32.363.714
COMPTE 30.19.05 : Services rétribués par les Sapeurs Pompiers -----	479.589
COMPTE 30.20.05 : Compte de liquidation du 5e plan	2.506.619.410

COMPTE DE COMMERCE

Compte 30.21 : Fonds d'Approvisionnement des magasins	405.927.101
---	-------------

.../...

COMPTE D'OPERATIONS MONETAIRES

COMPTE 30.41 : Compte de pertes et profits de changes 268.347.280

COMPTES D'AVANCES

COMPTE 30.63 : Compte d'avances aux collectivités
secondaires ----- 302.873.614

COMPTE 30.64 : Compte d'avances à des organismes
et à des particuliers ----- 969.182.607

Total ----- 13.548.029.150

ARTICLE 6 : Est autorisé, conformément à l'article 37 de la loi n° 75.64 du 25 Juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, la constatation des profits résultant du compte spécial du trésor, pour un montant de VINGT SIX MILLIONS SEPT CENT QUARANTE DEUX MILLE, NEUF CENT HUIT FRANCS (26.742.908).

COMPTE 30.10 : Fonds d'action enfance déshéritée : 26.742.908 francs

ARTICLE 7 : Est autorisé le transfert au compte permanent des découverts du Trésor du solde créditeur au 30 Juin 1983 de VINGT SIX MILLIONS SEPT CENT QUARANTE DEUX MILLE NEUF CENT HUIT FRANCS (26.742.908) résultant de la situation du compte spécial du trésor 30.10 : Fonds d'Action d'enfance déshéritée.

C) COMPTES DE TRESORERIE

ARTICLE 8 : Est constaté le solde débiteur au 30 Juin 1983 de DEUX CENT TRENTE NEUF MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE CINO MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX HUIT (239.365.378) FRANCS résultant de l'exécution des opérations de trésorerie au niveau des comptes ci-après :

- COMPTE 50.01 : Frais de poursuites et de contentieux 2.085.235

- COMPTE 50.02 : Frais de poursuites ----- 266.635

- COMPTE 50.14 : Intérêts des valeurs du Trésor à court terme 11.036.141

- COMPTE 50.15 : Intérêts sur les avances de l'institution
d'émission ----- 166.704.915

- COMPTE 50.22 : Commissions ou remises allouées aux banques 59.272.452

Total ----- 239.365.378

ARTICLE 9 : Est autorisé conformément à l'article 37 de la loi 75-64 du 25 Juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, le transfert au compte permanent des découverts du trésor, des pertes résultant de l'exécution des opérations de trésorerie ci-dessous :

-COMPTE 50.01 : Frais de poursuites et de contentieux	2.085.235
-COMPTE 50.02 : Frais de poursuites -----	266.635
- COMPTE 50.14 : Intérêts des valeurs du trésor à court terme	11.036.141
-COMPTE 50.15 : Intérêts sur les avances de l'institution d'emission -----	166.704.948
-COMPTE 50.22 : Commissions ou remises allouées aux banques	59.272.452
Total -----	<u>239.365.378</u> =====

Dakar, le 07 Novembre 1995

Le Président de Séance

Moustapha KA

A N N E X E I

B U D G E T D E L' E T A T

G E S T I O N 1 9 8 2 - 1 9 8 3

SITUATION BUDGETAIRE A LA CLOTURE

DE LA GESTION

Recettes Recettes ordinaires Titres 1er (Recettes - Fiscales)	PREVISIONS	Recettes à Recouvrer sur gestions anté- rieures	Emission de la gestion	Total des émissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
Section I Impôts Directs ap :011. Impôts Forfaitaires sur les Revenus						
t. 01 Impôts du Minimum Fiscal	-	159.925	53 670	213 595	61 471	152 124
048 Taxes Rurales 77/78	-	3.049.000	-	3.049 .000	-	3.049.000
049 Taxes Rurales 78/79	-	30 592 650	-	30.592.650	4.000	30.588.650
<u>Total Chapitre 011</u>	-	33.801.575	53.670	33.855.245	65.471	33.789.774
<u>POURCENTAGES</u>						
<u>Recouvrements</u>						
Prévisions						
<u>Recouvrements</u> 0,19						
Emissions						

Chap.12 Impôts proportionnels et pro- gressifs sur le Revenu	PREVISIONS	Restes à recou- vrer sur gestion antérieure	EMISSION DE la GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVREMENTS	RESTE à RECOUVRER
Art. 00 - Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux	10.500.000.000	9.823.469.203	12.476.174.999	22.299.644.202	8.113.359.907	14.186.284.295
01- Impôts sur les Bénéfices non commerciaux	200.000.000	29.325.111	8.270.100	37.595.211	8.270.100	29.325.111
02- Cotisations forfaitaires à la charge des employeurs	3.150.000.000	10.817.606	3.936.806.996	3.947.624.602	3.934.032.897	13.591.705
03- Impôts sur les traitements et salaires	8.150.000.000	20.902.201	11.123.496.235	11.144.398.436	11.098.265.960	46.132.476
04- Impôts sur les revenus et capitaux mobiliers	2.850.000.000	-	2.718.455.567	2.718.455.567	2.718.455.567	-
05- Impôts Général sur les Revenus	8.650.000.000	3.976.571.220	12.262.509.810	16.239.081.030	10.200.351.242	6.038.729.788
06- Taxes sur réserves	1.000.000.000	-	732.016.435	732.016.435	15.236.982	716.779.453
Total chapitre 012	34.500.000.000	13.861.085.341	43.257.730.142	57.118.815.423	36.087.972.655	21.030.842.628
PERCENTAGE -) Recouvrements : 104,60 Prévisions Recouvrements = 63,18 Emissions						
				A I	82/83	

Chapitre 014
Impôts Fonciers

- 01 Impôts Foncier sur les Propriétés bâties
- 02 Impôts Foncier sur les Propriétés non bâties
- 03 Contribution sur les Propriétés insuffisamment mises en valeur surtaxe foncière
- 04 Taxe sur les biens de main morte et propriétés bâties
- 05 Taxe sur les biens de main morte et propriétés non bâties

PREVISIONS	Restes à recouvrer sur gestions antérieures	Emissions de la gestion	TOTAL des EMISSIONS	RECouvreMENTS	Restes à Recouvrer
240.000.000	3.589.090.408	4.085.288.166	7.674.378.574	1.385.921.035	6.288.457.539
150.000.000	167.067.061	157.905.387	324.972.448	53.871.891	271.100.557
10.000.000	17.348.847	13.653.200	31.502.047	11.480.742	20.021.305
75.000.000	345.595.485	40.560	345.636.045	17.045.754	328.590.291
25.000.000	14.167.303	-	14.167.303	671.347	13.495.956
500.000.000	4.133.769.104	4.256.887.313	8.390.656.417	1.468.990.769	6.921.665.648
		A I	82/83		

TOTAL CHAPITRE 014

POURCENTAGES

- a) Recouvrements = 293,79
Prévisions
- b) Recouvrements = 17,50
Emissions

Chapitre 015

Patentes et Licences

Article 01. Patentes
 02. Licences
 03. Taxes complémentaires à la patente.

TOTAL CHAPITRE 015

POURCENTAGES

a) Recouvrements

Prévisions

b) Recouvrements = 13,37

Emissions

PREVISIONS	Restes à Recouvrer sur gestions antérieures	Emissions de la Gestion	TOTAL des EMISSIONS	Recouvrements	Restes à Recouvrer
-	547.398	64.067	611.465	84.412	527.053
-	29.125	-	29.125	2.290	26.835
-	34.251	2.100	36.351	3.859	32.492
	610.774	66.167	676.941	90.561	586.380
		A I	82/83		

Chapitre 016. Autres Impôts Directs et Produits Accessoires	PREVISIONS	Restes à recou- vrer sur gestions antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
Article 01. Taxe sur les Armes	6.500.000	3.638	5.852.768	5.856.406	5.849.768	6.638
" 02. Produits Acces- soires	100.000.000	-	-	-	-	-
" 03. Autres Pro - duits	-	-	8.832.874	8.832.874	8.832.874	-
<u>Total Chapitre 016</u>	106.500.000	3.638	14.685.642	14.689.280	14.682.642	6.638

Pourcentages

a) Recouvrements = 5,49

Prévisions

b) Recouvrements := 99,88

Emissions

AI

82/83

Récapitulation de la Section I

IMPOTS DIRECTS

Chapitre 011.

" 012.

" 014

" 015

" 016

TOTAL de la Section I

Pourcentages

a) Recouvrements 107,02

Prévisions

b) Recouvrements 57,31

Emissions

PREVISIONS	Restes à recouvrer sur gestion antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
-	33.801.575	53.670	33.855.245	..651471	33.789.774
34.500.000.000	13.861.085.341	43.257.730.142	57.118.815.483	36.087.972.655	21.030.842.828
500.000.000	4.133.769.104	4.256.887.313	8.390.656.417	1.468.990.769	6.921.665.648
-	610.774	66.167	676.941	90.501	586.380
106.500.000	3.638	14.685.642	14.689.280	14.682.642	6.638
35.106.500.000	18.029.270.432	47.529.422.934	65.558.693.366	37.571.802.098	27.986.891.268

A I

82/83

SECTION II IMPOTS INDIRECTES
Chapitre 021 Droits à l'importation et Taxes intérieures
relatives comme en matières de
droits à l'importation

	PREVISIONS	Restes à Recouvrer sur Gestions antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Reste à Recouvrer
rt. 01. Droits de Douanes	10.400.000.000	6.850.459.675	23.984.925.675	30.835.385.353	13.834.331.168	17.001.054.165
02. Droits Fiscaux à l'importation	26.500.000.000	14.821.248.985	33.929.549.199	48.750.798.184	23.852.066.993	24.898.731.191
03. T.F.R.T.T. à l'importation	-	2.885.390.219	37.438.415	2.922.828.634	64.510.754	2.858.317.880
04. Centimes add. à la T.F.R.T.T. à l'import	-	567.528.414	337.508	567.865.922	5.898.929	561.966.993
05. Taxe sur les chiffres aff. à l'import.	21.100.000.000	17.527.776.626	17.727.162.359	35.254.938.985	17.727.162.359	17.527.776.626
06. Taxe compensatrice de la taxe sur les chiffres d'affaires	-					
07. Taxe de Raffinage	-	525.511.488	1.580.525.094	2.106.036.582	845.361.608	1.260.674.974
08. Taxe Statistique à l'importation	-	571.193.823	5.891.588	577.085.411	15.497.324	561.528.087
10. Taxe de Coopération Régionale	-	66.796.070	160.660.820	227.456.890	124.368.699	103.088.191
90. Autres droits à l'import.	600.000.000	102	58.370	58.472	56.040	2.432
<u>Total chapitre 021</u>	<u>58.600.000.000</u>	<u>43.815.905.402</u>	<u>77.426.549.031</u>	<u>121.242.454.433</u>	<u>56.469.253.894</u>	<u>64.773.200.539</u>
<u>Pourcentages</u>						
a) <u>Recouvrements</u> = 96,36						
<u>Prévisions</u>						
b) <u>Recouvrements</u> = 46,57						

AI

82/83

Chapitre 022.Droits Fis-
aux à l'Exportation et
axes intérieures perçues
comme en matières de
droits à l'Exportation.

	PREVISIONS	Restes à Recouvrer sur Gestions Antérieures	Emission de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Reste à Recouvrer
01 Droits de Douane						
02 Droits Fiscaux à l'exportation	1.800.000.000	2.417.672.563	1.468.728.343	3.906.400.906	542.401.405	3.363.999.501
03 Taxe de Recherche	-	9.036.336	2.901.170	11.937.506	2.894.870	9.042.636
04 Taxe de conditionne- ment	-	6.156.014	1.060.347	7.216.361	1.060.347	6.156.014
05 T.F.R.T.T. à l'ex- portation	-	103.235.564	1.079.150	104.314.714	1.350.215	102.964.499
06 Centime Addition- nels à la TFRRT à l'exportation	-	8.230.303	240	8.230.543	21.924	8.208.619
07 Taxe Statistique à l'exportation	-	96.432.621	3.365.211	99.797.832	11.345.690	88.452.142
090 Taxes à l'Export.	-	-	14 301	14.301	14.301	480
TOTAL CHAPITRE 022	1.800.000.000	2.640.763.401	1.497.140.762	4.137.912.163	559.038.272	3.578.823.891
<u>POURCENTAGES</u>						
a) Recouvrements : 31,06 Prévisions						
Recouvrements : 13,51% Emissions						

AI

82/83

Chapitre 023
Taxes spécifiques sur les
contributions antérieures

	PREVISIONS	Restes à recou- vrer sur Gestion Antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
01 - Taxes Spécifiques sur les Tabacs	2.700.000.000	-	2.965.316.900	2.965.316.900	2.691.854.800	273.462.100
02 - Taxes Spécifiques Produits Pétroliers			6.897.371.186	6.897.371.186	6.073.452.419	823. 918.767
03 - Taxes sur l'alcool et Liquides Alcoolisés	-	-	-	-	-	-
04 - Taxe sur Consommation Courant Electricité			14.064.924	14.064.924	14.064.924	-
05 - Taxes intérieures sur les Corps gras alimentaires	250.000.000	-	131.095.881	131.095.881	114.679.541	16.416.340
06 - Taxes spéciales sur les projections cinématogra- phiques.	-	-	121.808	121.808	121.808	-
07 - Taxes intérieures sur les Boissons Gazeuses.	250.000.000	-	235.498.698	235.498.698	217.793.086	17.705.612
08 - Taxes intérieures sur les noix de colas	700.000.000	-	770.688.636	770.688.636	706.887.111	63.801.525
09 - Taxes sur le thé vert	150.000.000	-	181.400.085	181.400.085	155.697.985	25.702.100
10 - Taxes intérieures sur le Café	120.000.000	-	228.784.152	228.784.152	203.403.752	25.380.400
90 - Autres Taxes spécifiques sur les consommations intérieures	-	-	1.843.089	1.843.089	1.843.089	-
AL CHAPITRE 023	4.170.000.000	-	11.426.185.359	11.426.185.359	10.179.798.515	1.246.386.844

POURCENTAGES

a) Recouvrements : 244,11
Prévisions

b) Recouvrements : 89,09
Emissions

Chapitre 024

TAXES GENERALES SUR LES
TRANSACTIONS ET TAXE A LA
PRODUCTION

Article 01 - Taxe sur les chiffres
d'affaires (affaires intérieures :
ventes et prestations de services)

AL CHAPITRE 024

Pourcentages

Recouvrements : 92,59
Prévisions

Recouvrements : 93,29
Emissions

PREVISIONS	Restes à Recou- vrer sur Gestions Antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
38.500.000.000	-	38.216.871.262	38.216.871.262	35.649.130.486	2.567.740.776
38.500.000.000	-	38.216.871.262	38.216.871.262	35.649.130.486	2.567.740.776

A 1

82/83

CHAPITRE 025

Autres Impôts et Taxes
indirectes

Art. 01 - Autres impôts et
Taxes indirectes

Total chapitre 025

Pourcentages

a) $\frac{\text{Recouvrements}}{\text{Prévisions}} =$

b) $\frac{\text{Recouvrements}}{\text{Emissions}} = 100$

PREVISIONS	Reste à recou- vrer sur ges- tions anté- rieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
-	-	97 491 356	97 491 356	97 491 356	-
-	-	97 491 356	97 491 356	97 491 356	-

AI

82/83

Capitulation de la Section

IMPOTS INDIRECTS

Capitre 021

" 022

" 023

" 024

" 025

TOTAL DE LA SECTION II

Pourcentages

) Recouvrements : 99,89
Prévisions

) Recouvrements : 58,79
Emissions

PREVISIONS	Restes à Recouvrer sur Gestions anté- rieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
58 600 000 000	43 815 905 402	77 426 549 031	121 242 454 433	56 469 253 894	64 773 200 539
1 800 000 000	2 640 763 401	1 497 148 762	4 137 912 163	559 088 272	3 578 823 891
4 170 000 000	-	11 426 185 359	11 426 185 359	10 179 798 515	1 246 386 844
38 500 000 000	-	38 216 871 262	38 216 871 262	35 649 130 486	2 567 740 776
-	-	97 491 356	97 491 356	97 491 356	-
103 070 000 000	46 456 668 803	128 664 245 770	175 120 914 573	102 954 762 523	72 166 152 050

AI

82/83

Section III Droit d'Enregistrement et Timbres pour services rendus	PREVISIONS	Restes à recouvrer sur Gestions Antérieures	Emission de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Reste à Recouvrer
<u>Chapitre 031 Droits d'Enregistrement</u>						
Art. 01. Droits d'enregistrement	2 000 000 000		2 532 582 662	2 532 582 662	2 532 582 662	
02. Droits d'hypothèques et de conservation Foncière	100 000 000		309 979 242	309 979 242	309 979 242	
03 Taxes sur les contrats d'assurances	1 000 000 000		1 315 328 561	1 315 328 561	1 315 328 561	
04 Taxe sur la plus value immobilière	150 000 000		226 877 858	226 877 858	226 877 858	
<u>Total chapitre 031</u>	3 250 000 000		4 384 768 323	4 384 768 323	4 384 768 323	
<u>Pourcentages</u>						
a) <u>Recouvrements</u> : 134,91 <u>Prévisions</u>						
b) <u>Recouvrements</u> : 100 <u>Emissions</u>		AI	82/83			

Titre 032

Droits de Timbre

	PREVISIONS	Restes à Recouvrer sur Gestion Antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Reste à Recouvrer
01 Droits de Timbre	1 500 000 000	-	1 047 369 782	1 047 369 782	1 047 369 782	
02 Taxes sur les véhicules	2 000 000 000	-	1 139 565 077	1 139 565 077	1 139 565 077	
03 Droits de chancellerie (recettes des Ambassades)	80 000 000	7 317 215	-	7 317 215	-	7 317 215
1 chapitre 032	3 580 000 000	7 317 215	2 186 934 859	2 194 252 074	2 186 934 859	7 317 215

Pourcentages

Recouvrements : 61,08
Prévisions

Recouvrements : 99,76
Emissions

tre 033 Taxes Diverses pour Services rendus	PREVISIONS	Restes à Recouvrer sur Gestions Antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Recouvrements	Recouvrements	Reste à Recouvrer
rt. 01 Taxe de vérification des poids et mesures	---		2 150	2 150	2 150	
rt.02 Taxe de contrôle des Etablissements classés dangereux, incommodes et insalubres	8.000.000		4 238 477	4 238 477	4 238 477	
rt. 03 Taxe de passage sur les bacs	2 000 000		429 120	429 120	429 120	
rt. 04 Taxe de poinçonnage de bijoux						
rt. 05 Droits perçus sur les marchés non communaux	20 000 000					
rt. 09 Diverses Taxes pour services rendus	280 000 000	42 405 735	173 750 702	216 156 437	173 245 808	42 910 629
<u>Total chapitre 033</u>	310 000 000	42 405 735	178 420 449	220 826 184	177 915 555	42 910 629
<u>Pourcentages</u>						
a) <u>Recouvrements</u> : 573,92 <u>Prévisions</u>						
b) <u>Recouvrements</u> : 80,56 <u>Emissions</u>			AI	82/83		

Recapitulation de la Section III	P R E V I S I O N S	Restes à recou- vrer sur ges- tions antérieu- res	Emissions de la gestion	Total des emissions	Recouvrements	Restes à Recou- vrir
Chapitre 031	3 250 000 000	-	4 384 768 323	4 384 768 323	4 384 768 323	
Chapitre 032	3 580 000 000	7 317 215	2 186 934 859	2 194 252 074	2 186 934 859	7 317 215
Chapitre 033	310 000 000	42 405 735	178 420 449	220 826 184	177 915 555	42 910 629
<u>TOTAL SECTION III</u>	7 140 000 000	49 722 950	6 750 123 631	6 799 846 581	6 749 618 737	50 227 844
Pourcentage						
a) <u>Recouvrements</u> <u>Prévisions</u>						
b) <u>Recouvrements</u> <u>Emissions</u>						

AI 82/83

<u>Récapitulation du</u> <u>Titre I</u> <u>Recettes Fiscales</u>	PREVISIONS	Restes à Recou- vrir sur gestions antérieures	Emission de la Gestion	T O T A L des emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
Section I impôts di- rects	35 106 500 000	18 029 270 432	47 529 422 934	65 558 693 366	37 571 802 098	27 986 891 268
Section II Impôts indi- rects	103 070 000 000	46 456 668 803	128 664 245 770	175 120 914 573	102 954 762 523	72 166 152 050
Section III Droits d'En- registrement de timbres et taxes p/ser- vices rendus	7 140 000 000	49 722 950	6 750 123 631	6 799 846 581	6 749 618 737	50 227 844
<u>TOTAL DU TITRE PREMIER</u>	145 316 500 000	64 535 662 185	182 943 792 335	247 479 454 520	147 276 183 358	100 203 271 162

AI 82/83

TITRE II Section IV :						
Revenu du Domaine						
CHAPITRE 041.Revenu du Domaine Im- mobilier.	PREVISIONS	Restes à recouvrer sur gestions anté- rieures	Emissions de la Gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Postes à Recouvrer
Art.01.Occupation du Domaine public	20 000 000			16 480 605	16 480 605	
Art.02.Occupation du Domaine privé	150 000 000		169 984 811	169 984 811	169 984 811	
Art.03.Retenues pour logement	20 000 000	10 227 755	30 375 329	40 603 084	30 721 482	9 881 602
<u>TOTAL DU CHAPITRE 041.</u>	190 000 000	10 227 755	216 840 745	227 068 500	217 186 898	9 881 602
<u>Pourcentages</u>						
a) <u>Recouvrements</u> :114,30	Prévisions					
b) <u>Recouvrements</u> : 95,64	Emissions					

AI 82/83

Chapitre 042 Revenu du Domaine Forrestier.	PREVISIONS	Restes à recouvrer sur les gestions Antérieures	Emission de la Gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Postes à Recouvrer
Art.01.Redevance et taxes forestières.	350 000 000	748 083	316 703 862	317 451 945	316 703 862	748 083
Art.02.Produit d'Exploi- tation en régie	20 000 000	54 505	2 040 390	2 094 895	2 040 390	54 505
Art.03.Redevance et con- travention en ma- tière de chasse.	17 000 000	-	18 195 178	18 195 178	18 195 178	
Art.04.Recettes du parc de Hann.	3 000 000					
Art.05.Recettes du parc de Niokolo-Koba	12 000 000		11 025 200	11 025 200	11 025 200	
Art.06.Recettes du parc National de la Basse Casamance	2 000 000		32 270 585	32 270 585	32 270 585	
Art.07.Recettes du parc de Djoudj	500 000					
Art.08.Recettes du parc du Delta du Saloum	1 000 000		447 000	447 000	447 000	
Art.09.Recettes du Parc des Iles Madelei- ne.	500 000		88 000	88 000	88 000	
TOTAL CHAPITRE 042	406 000 000	802 588	380 770 215	381 572 803	380 770 215	802 588
Pourcentages						
a) Recouvrements: 93,78 Prévisions						
b) Recouvrements 99,78 Emissions						

CHAPITRE 043 : Revenu du Domaine Minier	PREVISIONS	Restes à recou- vrer sur ges- tions antérieu- res	Emission de la gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
Art.01.Redevances et Taxes minières	-	-	-	-	-	-
<u>TOTAL DU CHAPITRE 043</u>	-	-	-	-	-	-
<u>POURCENTAGES</u>						
a) <u>Recouvrements - Prévisions</u>						
b) <u>Recouvrements - Emissions</u>						

AI 82/83

Chapitre 044: Revenu du Domaine Mobilier	PREVISIONS	Restes à Recou- vrer sur Ges- tions antérie- res	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	Restes à Recou- vrer
Art.01.Revenu et produit de l'aliénation du domaine mobi- lier	100 000 000	160 450	86 615 448	86 775 898	86 615 448	160 450
<u>TOTAL DU CHAPITRE 044</u>	100 000 000	160 450	86 615 448	86 775 898	86 615 448	160 450
<u>POURCENTAGES</u>						
a) <u>Recouvrements</u> : 86,61						
<u>Prévisions</u>						
b) <u>Recouvrements</u> : 99,81						
<u>Emissions</u>						

AI 82/83

Chapitre 045 Revenus des Valeurs Mobilières	PREVISIONS	Restes à Recouvrer sur les Gestions Antérieures	Emissions de la Gestion	Total des Emissions	Recouvrements	RÈste à Recouvrer
Art.01.Revenus des va- leurs mobilières et des créances diverses du porte feuille de l'état	700 000 000	-	764 853 372	764 853 372	764 853 372	
<u>TOTAL DU CHAPITRE 045</u>	700 000 000	-	764 853 372	764 853 372	764 853 372	
POURCENTAGES :						
a) <u>Recouvrements</u> :109,26						
Prévisions						
b) <u>Recouvrements</u> : 100						
Emissions						

AI 82/81

RECAPITULATION DE LA SECTION IV

Chapitre 041

042

043

044

045

Total de la section IV
et du titre II :

PREVISIONS	RESIES A RECOU- VRER SUR LES GESTIONS ANTE- RIEURES	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVREMENTS	RESIES A REC- VRER
190 000 000	10 227 755	216 840 745	227 068 500	217 186 898	9 881 602
406 000 000	802 588	380 770 215	381 572 803	380 770 215	802 588
			-		
100 000 000	160 450	86 615 448	86 775 898	86 615 448	160 450
700 000 000	-	764 853 372	764 853 372	764 853 372	-
1 396 000 000	11 190 793	1 449 079 780	1 460 270 573	1 449 425 933	10 844 640
=====	=====	=====	=====	=====	=====

AI 82/83

	PREVISIONS	RESTES A RECOU- VRER SUR LES GESTIONS ANTE- RIEURES	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVREMENTS	RESTES A RECOU- VRER
<u>TITRE III - RECETTES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DES SERVICES ET PRODUITS DIVERS</u>						
<u>Chapitre 051 - Recettes des exploitations industrielles.</u>						
Art. 01 - Imprimerie de St-Louis	6 000 000	-	7 661 736	7 661 736	7 661 736	--
Art. 02 - Imprimerie de Rufisque	40 000 000	-	8 418 705	8 418 705	8 418 705	-
Art. 03 - Subdivision outillage Mécanique de Thiès	-	-	-	-	-	-
Art. 04 - Outillage Mécanique de Richard Toll	16 000 000	729 500	52 366 402	53 095 902	52 366 402	729 500
Art. 05 - Outillage Mécanique de Dakar	5 000 000	8 521 712	-	8 521 712	-	8 521 712
Art. 06 - Subdivision des parcs et jardins de Dakar	2 000 000	690	1 517 346	1 518 036	1 517 346	690
Art. 07 - Ateliers généraux des Travaux Publics	4 000 000	50 000	1 245 792	1 295 792	1 245 792	50 000
Art. 08 - Transit administratif	1 000 000	-	36 695	36 695	36 695	-
Art. 09 - Subdivision outillage mécanique de Louga	-	795 562	-	795 562	-	795 562
Art. 90 - Autres exploitations industrielles	-	-	8 829 347	8 829 347	8 829 347	-
<u>Total Chapitre 051 :</u>	74 000 000	10 097 464	80 076 023	90 173 487	80 076 023	10 097 464
	=====	=====	=====	=====	=====	=====
<u>POURCENTIAGES :</u>						
a) - <u>Recouvrements</u> 100,21						
<u>Prévisions</u>						
b) - <u>Recouvrement</u> 100						
<u>Emissions</u>			AI 82/83			

	PREVISIONS	RESTES A RECOUR- VRER SUR LES GESTIONS ANTE- RIEURES	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVREMENTS	RESTE A RE- COUVRER
<u>Chapitre 052 - Recettes Diverses des Services</u>						
rt. 01 - Produits des Cessions des Etablissements hospi- taliers	165 000 000	1 815 206	101 700 230	103 516 136	102 290 330	1 225 206
rt. 02 - Produits des Cessions des Etablissements d'ensei- gnements	8 000 000	105 286	2 234 554	2 339 840	2 234 554	105 286
rt. 03 - Produits de Cessions des services de l'agri- culture	2 650 000	707 875	1 729 750	2 437 625	1 729 750	707 875
rt. 04 - Produits des Cessions des services de l'éle- vage	6 000 000	5 900	542 209	548 109	542 209	5 900
rt. 05 - Produits Cessions des services topographiques	10 000 000	-	8 028 523	8 028 523	8 028 523	-
rt. 06 - Produits des Cessions des services pénitenciers	500 000	-	123 488	123 488	123 488	-
rt. 07 - Produits de Cessions de la dépression des frau- des	1 000 000	-	1 306 390	1 306 590	1 306 390	-
rt. 08 - Produits de Cessions des autres services	30 000 000	48 000	8 812 077	8 860 077	8 512 077	348 000
<u>Total Chapitre 052 :</u>	<u>223 150 000</u> =====	<u>2 682 267</u> =====	<u>124 477 921</u> =====	<u>127 160 188</u> =====	<u>124 767 921</u> =====	<u>2 392 867</u> =====
<u>POURCENIAGES</u>						
) <u>Recouvrements</u>	55,91					
Prévisions						
) <u>Recouvrements</u>	98,11					
Emissions						

CHAPITRE 053 : Produits divers et accidentels.	PREVISIONS	Restes à recouvrer sur les gestions antérieures	Emission de la gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Restes à recouvrer
ART. 01. Amendes transactions et produits de ventes.	346 100 000	18 522 047	360 553 826	379 075 873	359 815 708	19 260 165
ART.02. Pénalités sur marchés administratifs.....	10 000 000	2 195 856	39 827 188	41 823 044	39 627 188	2 195 856
ART.03. Produits divers du service des Domaines.....	21 000 000	200	18 269 303	18 269 503	18 269 303	200
ART.04. Produits divers du Service des Douanes.....	100 000 000	189 030 475	232 101 080	421 131 555	101 940 911	319 190 644
ART.05. Retenues diverses..	66 000 000	2 737 348	101 865 636	104 602 984	101 865 636	2 737 348
ART.06. Redevances Statutaires de la B.C.E.A.O.....	-	41 000	-	41 000	-	41 000
ART.07. Intérêts des traites de Douanes et des obligations cantonnées.....	-	89 751	10 143 432	10 233 183	805 532	9 427 651
ART.08. Remboursement des dommages occasionnés au patrimoine de l'Etat.....	50 000 000	825 881 329	77 179 298	903 060 627	74 161 030	828 899 597
ART.09. Majoration emprunt national.....	-	-	-	-	-	-
ART. 90. Autres recettes diverses et imprévues.....	3 130 000 000	364 143 719	514 912 814	879 056 533	534 330 985	344 725 548
ART.99. Autres recettes diverses	-	858 109 148	2 035 179 202	2 893 288 350	2 050 361 717	842 926 633
TOTAL CHAPITRE 053.....	3 723 100 000	2 260 750 873	3 389 831 779	5 650 582 652	3 281 176 010	2 369 404 642
POURCENTAGES :						
a) Recouvrements : 88,13 Prévisions.						
b) Recouvrements : 58,00 Emissions.						

Annexe I

	PREVISIONS	RESTES A RECOU- VRER SUR LES GESTIONS ANIE- RIEURS	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVREMENTS	RESTES A RECOU- VRER
Chapitre 034 - Encaissement sur ordre de recettes gestions anté- rieures.						
Art. 1 - Encaissement sur ordre de recettes gestions antérieures.	-	134 744 947	332 804	135 077 751	332 804	134 744 9
Total chapitre 034 :	-	134 744 947	332 804	135 077 751	332 884	134 744 9
POURCENTIAGES :						
a) - Recouvrements Prévisions						
b) - Recouvrements Emissions 0,25						
Chapitre 058 - Recouvrements divers						
Art. 1 - Revenus valeurs immobi- lières .	-	-	203 450 718	203 450 718	203 450 718	-
Total chapitre 058	-	-	203 450 718	203 450 718	203 450 718	-
POURCENTIAGES						
a) - Recouvrements Prévisions						
b) - Recouvrements Emissions 100						
RECAPITULATION DU TITRE II :						
Chapitre 051	74 000 000	10 097 464	80 076 023	90 173 487	80 076 023	10 097 4
" 052	223 150 000	2 682 267	124 477 921	127 160 188	124 767 321	2 392 4
" 053	3 723 100 000	2 260 750 873	3 389 831 779	5 650 582 652	3 281 178 010	2 369 404 6
" 054		134 744 947	332 804	135 077 751	332 804	134 744 9
" 058			203 450 718	203 450 718	203 450 718	
Total du Titre III :	4 020 250 000	2 408 275 551	3 798 169 245	6 206 444 796	3 689 804 876	2 516 639 9
			AI - 82/83			

	PREVISIONS	RESTES A RECOU- VRER SUR LES GESTIONS ANIE- RIEURES	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVREMENTS	RESTES A RE- COUVRER
<u>Livre IV - Contributions, Parti- cipations, Subventions et Fonds des Concours pour dépenses de fonctionnement :</u>						
<u>Chapitre 061 : Contributions et participations d'Etats à la zone franc.</u>	71 000 000	10 035 525	78 204 370	88 239 895	78 204 370	10 035 525
Art.1- Versement global des impôts dus par les militaires français .	-	-	-	-	-	-
Art.2- Contribution de la Républi- que Islamique de Maurita- nie à l'exploitation "Bou El Magdad".	-	-	-	-	-	-
Art.3- Contribution des budgets des Etats de l'Afrique oc- cidentale à la formation de leurs ressortissants dans les établissements du Sénégal.	-	-	-	-	-	-
<u>Total du Chapitre 061 :</u>	71 000 000 =====	10 035 525 =====	78 204 370 =====	88 239 895 =====	78 204 370 =====	10 035 525 =====
<u>POURCENTAGE</u>						
a) - <u>Recouvrements</u> 110,14 <u>Prévisions</u>						
b) - <u>Recouvrements</u> 88,62 <u>Emissions</u>						
			AI 82/83			

	PREVISIONS	RESTES A RECOU- VRER SUR GES- TIONS ANTERIEU- RES	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVREMENTS	RESTES A RECOUVRER
<u>Chapitre 062</u> - Contributions et participations d'autres Etats.	-	-	-	-	-	-
<u>Chapitre 063</u> - Contributions et participations d'Organisations Internationaux.	200 000 000	393 979 074	9 969 817 702	10 363 796 776	9 838 816 740	524 980 036
<u>Total Chapitre 063</u> :	200 000 000 =====	393 979 074 =====	9 969 817 702 =====	10 363 796 776 =====	9 838 896 740 =====	524 920 036 =====
<u>Chapitre 064</u> - Contributions et participations des collectivités locales.	-	-	-	-	-	-
<u>Total du chapitre 064</u> :	-	-	-	-	-	-

AI - 82/83

	PREVISIONS	RESTES A RECOU- VRER SUR LES GESTIONS ANTE- RIEURES	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMIS- SIONS	RECOUVREMENTS	RESTES A RECOU- VRER
<u>Chapitre 065</u> - Contribution et participations d'Etablissements Publics.	20 000 000	-	132 000 000	132 000 000	85 800 000	46 200 000
<u>Total du Chapitre 065</u> :	20 000 000 =====	- =====	132 000 000 =====	132 000 000 =====	85 800 000 =====	46 200 000 =====
<u>POURCENIAGES</u>						
a) - <u>Recouvrements</u> <u>Prévisions</u>	429					
b) - <u>Recouvrements</u> <u>Emissions</u>	65					
			AI 82/83			

	PREVISIONS	RESTES A RECOUVRER SUR LES GESTIONS ANTERIEURES	EMISSIONS DE LA GESTION	TOTAL DES EMISSIONS	RECOUVRE- MENTS	RESTES A RECOUVRER
CHAPITRE 066 - Contributions et participa- tions de particuliers et d'organismes privés.....	350 000 000	361 921 022	153 219 475	515 140 497	357 733 298	157 407 199
ARTICLE 01 - Participation de la CEECA de la CGES aux frais de contrôle.....						
ARTICLE 02 - Redevance contractuelle sur la vente de courant.....						
ARTICLE 03 - Prélèvement sur le produit de vente de billet de Loterie Nationale .						
ARTICLE 04 - Village Touristique de MOOR						
ARTICLE 05 - Remboursement des intérêts et et Commissions d'emprunts.....						
ARTICLE 90 - Autres participations						
TOTAL CHAPITRE 066	350 000 000	361 921 022	153 219 475	515 140 497	357 733 298	157 407 199
POURCENTAGES						
a) <u>RECOUVREMENTS</u> 102,20 Prévisions						
b) <u>RECOUVREMENTS</u> 69,44 Emissions						

RECAPITULATION DU TITRE IV

	PREVISIONS	Restes à Recou vrer sur les Gestions anté- rieures.	Emissions de la Gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
Chapitre 061	71 000 000	10 035 525	78 204 370	88 239 895	78 204 370	10 035 525
Chapitre 062	-	-	-	-	-	-
Chapitre 063	200 000 000	393 979 074	9 969 817 702	10 363 796 776	9 838 816 740	524 980 036
Chapitre 064	-	-	-	-	-	-
Chapitre 065	20 000 000	-	132 000 000	132 000 000	85 800 000	46 200 000
Chapitre 066	350 000 000	361 921 022	153 219 475	515 140 497	357 733 293	157 407 194
TOTAL DU TITRE IV	641 000 000	765 935 621	10 333 241 547	11 099 177 163	10 360 554 408	738 622 755

	PREVISIONS	Restes à re- couvrir sur gestions antérieures	Emissions de la gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Restes à recouvrer
<u>TITRE V</u>						
<u>Remboursements de prêts et avances.</u>						
Chapitre 071 : Remboursements de prêts.						
Art. 01. Remboursements de prêts aux particuliers.						
Art. 02. Remboursements de prêts à long terme consentis à divers organismes.....						
		9 989 923 840		9 989 923 840	368 415	9 989 554 425
<u>TOTAL DU CHAPITRE 071</u>		9 989 923 840		9 989 923 840	368 415	9 989 554 425
<u>Pourcentages :</u>						
a) <u>Recouvrements</u> -						
Prévisions.						
b) <u>Recouvrements</u> - 0,00						
Emissions.						

	PREVISIONS	Restes à recou- vrer sur ges- tions antérieu- res.	Emissions de la Gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer V
Chapitre 072. Remboursements d'avances.						
Art. 01 : Remboursements d'avances	-	16 993 400	-	16 993 400	-	16 993 400
Total du Chapitre 072?...	-	16 993 400	-	16 993 400	-	16 993 400
<u>POURCENTAGES :</u>						
a) <u>Recouvrements</u> <u>Prévisions.</u>						
b) <u>Recouvrements</u> <u>Emissions.</u>						
<u>recapitulation du TITRE V.</u>						
Chapitre 071		9 989 923 840	-	9 989 923 840	369 415	9 989 554 425
Chapitre 072	-	16 993 400	-	16 993 400	-	16 993 400
<u>TOTAL du TITRE V.....</u>		10 006 917 240	-	10 006 917 240	369 415	10 006 547 825

PREVISIONS	Restes à Recou- vrer sur gestions antérieures	EMISSIONS de la GESTION	TOTAL des EMISSIONS	RECOUVREMENTS	Restes à RECOUVRER
TITRE VI - Prélève- ment sur le compte permanent des décou- verts du Trésor pour les dépenses ordinai- res	-	-	-	-	-
CHAPITRE 081 - Prélé- vement sur le compte permanent des décou- verts du Trésor pour les dépenses ordi- naires	-	-	-	-	-
TOTAL DU CHAPITRE 081					
TOTAL DU TITRE VI					
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	151 373 750 000	77 727 981 390	193 524 282 907	276 252 264 297	182 776 337 990 113 475 926 34

		Restes à Recouvrer sur les Gestions Antérieures	Emissions de la Gestion	TOTAL des Emissions	Recouvrements	Restes à Recouvrer
<u>RECETTES EXTRAORDINAIRES</u>						
<u>Chapitre 091 - EMPRUNTS</u>						
Art.01 - Produits des Emprunts	-	13 846 356 232	4 395 157 380	18 241 513 612	4 395 157 380	13 846 356 232
Article 02 - Emprunt obligatoire 1963	-	-	-	-	-	-
Art. 03 - Emprunt National 1969	-	-	-	-	-	-
Art. 04 - Emprunt obligatoire 1972	-	-	-	-	-	-
Art. 05 - Autres Emprunts	-	-	-	-	-	-
Art. 06 - Divers Emprunts	-	-	-	-	-	-
<u>TOTAL DU CHAPITRE 091</u>	-	13 846 356 232	4 395 157 380	18 241 513 612	4 395 157 380	13 846 356 232

	Prévisions	Restes à recouv. sur gest. Antér.	Emission de la gestion	Total des émissions	recouvrement	Restes à re- couvrir
Chap. 092 - Contributions des fonds et con- cours		71 500 000		71 500 000		71 500 000
Chap. 093 - Produits de la vente des biens immeubles	-	-	-	-	-	-
Chap. 094 - Produits de la vente des biens mobiliers.	-	-	-	-	-	-
Chap. 095 - Prélèvement sur le compte perma- nent des découverts du trésor pour les dépenses en capital.	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES RECETTES EXTRAORDI- NAIRES	23 000 000	13 917 856 232	4 395 157 380	18 313 013 612	4 395 157 380	13 917 856 232
<u>TOTAL DES RECETTES</u>	174 373 750 000	91 545 837 622	202 919 440 287	294 565 277 909	167 171 495 370	127 393 782 539
AI 02/03						

Dépenses	Autorisations Budgetaires	crédits pour régularisations	Annulations pour régularisation	Annulations définitives	Autorisations budgétaires définitives
<u>Dépenses ordinaires</u>					
<u>Titre I - Dette Publique</u>					
Chapitre 110 - Dette publique	-	-	-	-	-
120 - Dette Viagère..	-	5 451 240	-	-	-
					5.451 240
<u>TITRE II - Pouvoirs Publics</u>					
Chapitre 211 - Dépenses Persn.	734 428 700		25 045 290		
Chapitre 212 - Dépenses Matér.	1 256 202 000	348 454 707	-	-	739 382 710
Chapitre 213 - Dépenses d'entr.	34 000 000	22 995 168	-	-	2 656 707
Chapitre 213 - Dépenses diverses	233 520 000	84 765 975	-	-	1 180 000 168
Chapitre 210 - Dépenses spéciales	500 000 000	600 000 000	-	-	
<u>Assemblée Nationale</u>					
Chap. 221 - Dépenses de persn.	1 046 663 000	1 284 403 503	-	-	2 331 066 503
Chap. 222 - Dépenses de matériel	744 095 000	241 000 000	-	-	985 095 000
Chap. 223 - Dépenses d'entret.	238 741 000	-	-	-	238 741 000
Chap. 224 - Dépenses de trans.	66 000 000	-	-	-	66 800 000
Chap. 225 - Dépenses Diverses	350 000 000	-	-	-	350 000 000
<u>Conseil Economique et Sociale</u>					
Chap. 231 - Dépenses de persn.	49 051 000	1 873 390	-	-	16 924 390
Chap. 232 - Dépenses de Matériel	-	734 698	-	-	62 138 302
<u>Cour Suprême</u>					
Chap. 241 - Dépenses de pers.	220 510 000	32 480	-	-	253 320 480
Chap. 242 - Dépenses de matér.	52 271 000	8 1209	-	-	60 390 209
Chap. 245 - Dépenses diverses	3 293 000	39 1900	-	-	42 842 800
			AI 82/83		

.../...

Dépenses	Autorisations Budgétaires	crédits ouverts pour régularisa- tion	Annulations pour régularisation	Annulations définitives	Autorisation bud- gétaire définitive
<u>TITRE II - Moyens de services</u>					
<u>Section I - Action adminis- trative générale</u>					
<u>PRImature</u>					
Chap. 301 - Dépenses de personn.	746 186 000	92 656 735	-	-	838 842 735
Chap. 302 - Dépenses de matériel	1 336 222 000	111 302 581	-	-	1 147 524 581
Chap. 303 - Dépenses d'entretien	23 000 000		15 798 384	-	7 201 616
Chap. 304 - Dépenses de transfert	160 000 000		919 750	-	159 080 250
<u>Ministère des Affaires Etrangères</u>					
Chap. 311 - Dépenses de personn.	2 774 722 000	2 267 013 421	-	-	5 041 735 421
Chap. 312 - Dépenses de matériel	1 837 405 000		510 412 962	-	1 326 992 038
Chap. 313 - Dépenses d'entretien	822 160 000		16 845 432	-	805 314 568
Chap. 314 - Dépenses de transfert	4 076 485 000	-	621 423 310	-	3 455 061 690
Chap. 315 - Dépenses diverses	274 998 000	-	56 651 043	-	218 346 957
<u>Ministère des Forces Armées</u>					
Chap. 321 - Dépenses de personn.	11 652 159 000	3 754 806 856	-	-	15 406 965 856
Chap. 322 - Dépenses de matériel	5 685 830 000	1 121 152 395	-	-	6 806 982 395
Chap. 323 - Dépenses d'entretien	449 000 000	-	111 378 981	-	337 621 019
Chap. 324 - Dépenses de Transfert	70 244 000	-	38 630 088	-	31 613 912
<u>Ministère de l'Intérieur</u>					
Chap. 331 - Dépenses de personnel	13 886 311 000	-	1 513 552 038	-	12 372 758 962
Chap. 332 - Dépenses de matériel	7 233 794 000	231 812 149		-	2 465 606 149
Chap. 335 - Dépenses diverses	1 692 000 000	-	40 728 958	-	1 651 271 042

AI 82/83

Dépenses	Autorisations budgétaires	Crédits couverts pour régularisat.	Annulation pour régularisation	Annulations définitives	Autorisations budgétaires définitives
<u>Ministère du développement Rural</u>					
Chap. 421 - Dépenses de Person.	3 408 202 000	-	276 695 242	-	3 211 506 758
Chap. 422 - Dépenses de matériel	263 937 000	18 814 501	-	-	302 751 501
Chap. 424 - Dépenses de transf.	50 500 000	1 291 500 000	-	-	1 342 000 000
Chap. 425 - Dépenses diverses	137 000 000	-	137 000 000	-	
<u>Ministère de l'Economie et des finances</u>					
Chap. 431 - Dépenses de persn.	6 542 712 000	-	387 457 990	-	6 155 254 010
Chap. 432 - Dépenses de matériel	1 052 255 000	-	130 579 732	-	1 621 675 268
Chap. 435 - Dépenses Diverses	746 321 000	44 781 110			791 102 110
<u>Ministère du Développement Industriel et de l'Artisanat</u>					
Chap. 441 - Dépenses de persn.	198 983 000	2 444 893	-	-	201 427 893
Chap. 442 - Dépenses de matériel	60 700 000	-	8 993 687	-	51 706 313
Chap. 444 - Dépenses de transf.	256 429 000	40 000 000	-	-	256 429 000
<u>Ministère de l'Hydraulique</u>					
Chap. 451 - Dépenses de persn.	591 170 000	-	372 256 960	-	212 913 020
Chap. 452 - Dépenses de Matériel	530 810 000	-	18 309 601	-	512 500 399
Chap. 454 - Dépenses de transfe	16 875 000	-	7 632 388	-	9 192 612
<u>Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Environnement</u>					
Chap. 461 - Dépenses de persn.	951 159 000	-	11 147 122	-	940 011 878
Chap. 462 - Dépenses de Matériel	211 383 000	445 430 998	-	-	856 813 998
			41 62/83		

Dépenses	Autorisations budgétaires	Crédits ouverts pour régularisation	Annulation pour régularisation	Annulations définitives	Autorisations budgétaires définitives
<u>Sécretariat d'Etat aux Eaux et forêts</u>					
Chap. 471 - Dépenses de personnel	774 251 000	-	10 489 581	-	764 361 419
Chap. 472 - Dépenses de Matériel	128 599 000	-	34 360 751	-	94 538 249
<u>Ministère du Commerce</u>					
Chap. 481 - Dépenses de personnel	577 061 000	852 890	-	-	577 913 890
Chap. 482 - Dépenses de matériel	100 344 000	11 165 383	-	-	114 509 383
Chap. 484 - Dépenses de transfert	296 895 000	160 000 000	-	-	434 895 000
<u>Sécretariat d'Etat à la pêche Maritime</u>					
Chap. 491 - Dépenses de personnel	319 454 000	-	33 945 843	-	285 508 157
Chap. 492 - Dépenses de Matériel	118 802 000	-	33 245 745	-	65 556 255
Chap. 494 - Dépenses de Transfert	1 340 000	-	866 532	-	8 473 466
<u>SECTION III Action Culturelle et Sociale</u>					
<u>Ministère de l'Education Nationale</u>					
Chap. 501 - Dépenses de Personnel	23 572 151 000	1 207 300 708	-	-	24 779 491 708
Chap. 502 - Dépenses de matériel	1 500 587 000	66 790 334	-	-	1 570 377 334
Chap. 504 - Dépenses de transfert	2 010 800 000	81 470 138	-	-	2 093 270 138
<u>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche Scientifique</u>					
Chap. 511 - Dépenses de personnel	1 120 499 000	-	226 074 900	-	894 424 020
Chap. 512 - Dépenses de Matériel	340 027 000	-	14 142 290	-	334 884 712
Chap. 514 - Dépenses de transfert	6 100 025 000	408 683 895	-	-	6 510 703 895
				AI 32/03	.../...

Dépenses	Autorisations budgétaires	Crédits ouverts pour régularisat.	Annulations pour régularisation	Annulations dé- finitives	Autorisation budget gétaires définitive
<u>Secrétariat d'Etat à la Jeunes- se et aux sports</u>					
Chap. 521 - Dépenses de personnel	1 036 860 000	-	135 273 847	-	901 586 353
Chap. 522 - Dépenses de Matériel	211 227 000	105 375 668	-	-	317 603 668
Chap. 523 - Dépenses d'entretien	15 000 000	-	3 473 554	-	11 526 346
Chap. 524 - Dépenses de transfert	202 730 000	-	1 911 280	-	200 818 720
Chap. 525 - Dépenses diverses	102 000 000	3 549 836	-	-	105 549 836
<u>Ministère de la Culture</u>					
Chap. 531 - Dépenses de personnel	391 145 000	1 855 252	-	-	393 000 252
Chap. 532 - Dépenses de matériel	188 662 000	-	8 043 316	-	180 618 684
Chap. 544 - Dépenses de transfert	384 542 000	-	54 382 015	-	330 159 985
<u>Ministre de la Santé Publique</u>					
Chap. 541 - Dépenses de personnel	5 305 484 000	-	108 144 951	-	5 197 339 049
Chap. 542 - Dépenses de matériel	2 749 969 000	-	20 605 097	-	2 729 363 903
Chap. 544 - Dépenses de transfert	223 700 000	-	15 094 956	-	208 605 044
<u>Secrétariat d'Etat à la Promo- tion humaine</u>					
Chap. 551 - Dépenses de personnel	1 521 920 000	-	273 249 369	-	1 348 670 631
Chap. 552 - Dépenses de matériel	278 332 000	-	51 441 722	-	226 890 278
Chap. 554 - Dépenses de transfert	147 050 000	-	85 562 603	-	61 487 397
<u>Secrétariat d'Etat au Tourisme</u>					
Chap. 561 - Dépenses de personnel	203 733 000	-	78 386 773	-	155 346 227
Chap. 562 - Dépenses de Matériel	163 624 000	-	58 225 867	-	105 398 133
Chap. 564 - Dépenses de transfert	18 000 000	-	15 935 000	-	2 065 000

A1 02/83

.../...

Dépenses	Autorisations Budgetaires	Crédits ouverts pour régularisation	Annulations pour régularisation	Annulations définitives	Autorisations budgétaires définitives
<u>Ministere de l'Action Sociale</u>					
Chap. 571 - Dépenses de personnel	216 188 000	90 120 907	-	-	306 308 907
Chap. 572 - Dépenses de matériel	09 797 000	-	18 319 022	-	71 477 978
Chap. 574 - Dépenses de transfert	63 983 000	-	6 353 710	-	57 599 290
<u>Secretariat d'Etat à la Recherche Scientifique technique</u>					
Chap. 581 - Dépenses de personnel	216 658 000	-	13 882 520	-	202 775 472
Chap. 582 - Dépenses de Matériel	04 906 000	-	6 424 152	-	58 481 848
Chap. 584 - Dépenses de transfert	1 173 416 000	-	-	-	1 173 416 000
<u>SECTION IV - Dépenses communes de fonctionnement</u>					
<u>Dépenses Communes</u>					
Chap. 601 - Dép. Communes de pers	4 021 572 000	2 007 821 269	-	-	6 029 393 269
Chap. 602 - Dép. Communes de Matl	990 000 000	105 060 529	-	-	1 095 060 529
Chap. 603 - Dép. Communes d'entre	1 400 000 000	-	375 570 060	-	1 024 429 940
Chap. 604 - Dép. Communes de trans	2 352 500 000	162 717 745	-	-	2 515 217 745
Chap. 605 - Dép. Communes diverses	14 936 778 000	-	2 949 553 988	-	11 987 224 012
Total des dépenses Communes	25 700 850 000	2 275 589 543	3 325 124 048	-	159 386 619 797
Total du Budget de fonctionnement (dépenses ordinaires)	151 373 750 000	17 523 307 520	9 010 437 723	-	-
			AI 82/83	...	

dépenses	Autorisations budgétaires	crédits ouverts pour régularisation	Annulations pour régularisation	Annulations définitives	Autorisations budgétaires définitives
<u>Secteurs</u>					
2 800 - Etudes gñles rech. scient.	1 263 000 000	-	705 958 127	-	557 041 873
2 810 - Hydraulique	2 458 000 000	-	1 618 492 535	-	879 507 465
2 820 - Production Rurale	4 472 000 000	-	1 129 267 092	-	3 342 732 908
2 830 - Production non agricole	350 000 000	-	73 000 000	-	277 000 000
2 840 - Transport et Télécommun.	3 770 000 000	-	1 302 400 000	-	2 467 600 000
2 850 - Equip. Sociaux et Communt	6 017 000 000	-	3 864 652 528	-	2 152 347 472
2 860 - Equip. Administratifs	2 243 000 000	-	855 530 412	-	1 387 469 588
2 870 - Investissements financiers		-		-	
Monnaie et crédits	2 367 000 000	-	193 478 920	-	2 193 521 080
2 880 - Opérations à objectifs multiples		-		-	
2 890 - Autres opérations en capital		-		-	
Total du Budget d'équipement (Dépenses extraordinaires).	23 000 000 000	-	9.742 785 674	-	13 257 214 326
<u>Récapitulation générale</u>					
Total du Budget de Fonctionnement	151 373 750 000	17 523 307 520	9 010 437 723	-	159 896 619 797
Total du Budget d'équipement	23 000 000 000	-	9 742 785 674	-	13 257 214 326
Total des dépenses de fonctionnement et d'équipement	174 373 750 000	17 523 307 520	18 753 223 397	-	173 143 834 123
			A1 82/03		